



SECTION DE PARIS

Préavis de grève EPE Paris pour le 12 novembre 2019

Madame la Directrice territoriale,
Monsieur le secrétaire général,
Monsieur le Directeur interrégional,

Cela fait maintenant trois ans que l'équipe éducative de l'EPE Salomon de Caus à Paris connaît une situation de souffrance au travail, depuis la prise de poste en septembre 2016 de la directrice de service.

Rapidement, les professionnels de l'établissement alertaient la médecine du travail et les organisations syndicales.

La direction territoriale de Paris répondait fin 2018 en annonçant la mise en place d'un dispositif de soutien et d'accompagnement de l'équipe, qui a été effectif de janvier à septembre 2019.

Auparavant, une psychologue du travail avait rencontré l'ensemble des membres de l'équipe et rendu un rapport de 34 pages où il était stipulé que les risques psycho-sociaux étaient maximaux au sein de l'établissement.

Une audience intersyndicale à la DT de Paris le 4 février 2019 n'aboutissait à rien. Il était rappelé par la DT aux professionnels présents que le dispositif de soutien mis en place représentait un coût très conséquent dans le budget territorial et que s'il ne portait pas ses fruits un contrôle de dysfonctionnement serait envisagé !

La situation n'a guère évolué depuis que ce dispositif a été déployé. Le stress et la souffrance au travail sont toujours présents, voire ils ont augmenté, car les solutions envisagées par la DT de Paris voulaient faire croire que les difficultés provenaient de dysfonctionnements au sein de l'équipe de professionnels. Or, elles prennent leur source dans les méthodes managériales déployées par la directrice de service, ses décisions à l'emporte-pièce en dehors de toute concertation qui vont jusqu'à mettre parfois en danger les adolescents et les professionnels ainsi que ses réactions intempestives empreintes de violence verbale et colérique.

Aujourd'hui, les professionnels de l'EPE Salomon de Caus, unique foyer à Paris, disent stop à cette violence subie.

Le SNPES-PJJ/FSU, la CGT PJJ et Solidaires-Justice les soutiennent dans leurs revendications et déposent un préavis de grève pour le 12 novembre 2019.

Les professionnels de l'EPE attendent des réponses concrètes et revendiquent :

- Qu'une mesure conservatoire soit prise pour la réinstallation du verrou de la porte d'entrée du foyer, afin d'assurer la sûreté des jeunes et des adultes présents, en attendant les nécessaires travaux de mise en conformité du bâtiment aux normes incendie. Les éducateurs observent depuis le retrait du verrou une recrudescence de fugues et d'intrusions. Ils exercent ainsi leurs missions dans des conditions de travail anxiogènes, notamment la nuit où les services ne sont quasiment pas doublés.
- La réorganisation des astreintes avec une réelle implication de la directrice lorsque celle-ci les assure et une équité de traitement dans la répartition des astreintes selon des critères rationnels. Depuis un certain temps, la Directrice se montre difficilement joignable (voire ne répond pas du tout) lorsqu'elle est contactée dans le cadre de l'astreinte, laissant l'éducateur de service gérer seul la situation compliquée à laquelle il fait face.
- L'accès au bilan de l'accompagnement d'équipe qui s'est terminé en septembre 2019.
- L'arrêt immédiat de la violence verbale et psychologique qu'ils et elles subissent au quotidien dans l'exercice de leurs fonctions qui se traduit par des hurlements, des injonctions, du dénigrement, des humiliations, des menaces de sanctions... Plusieurs agents alternent entre l'angoisse, la colère, le burn out, demande de mutation non désirée, arrêts maladies, pleurs, idées suicidaires....

**Les professionnels veulent travailler dans les meilleures conditions possibles
afin d'œuvrer correctement à la prise en charge des jeunes !**

Ils sont en droit d'être entendus.